

20120616_0001-2

SOLIDARITE

Liban : « 17 000 », une exposition qui pose sur la place publique le problème des disparus

Par Elena FUSCO | samedi, juin 16, 2012



La première vitrine de l'exposition « 17 000 ».

L'ONG Act for Disappeared organise l'exposition « 17 000 » sur les disparus de la guerre, avec le soutien de l'ambassade de Suisse. Dans le brouhaha de Hamra, un conducteur tourne la tête, regarde l'une des trois grandes baies vitrées et lit : 17 000. Un passant s'arrête et fait de même.

« 17 000 » est la nouvelle exposition sur les disparus de la guerre de 1975 à 1990 organisée par l'ONG Act for Disappeared et soutenue par l'ambassade de Suisse. Elle se tient au ministère du Tourisme, du 15 au 20 juin, de 8h à 18h, sur les trois

grandes vitrines donnant sur la rue Hamra. « Je ne voulais pas que l'exposition se fasse dans une galerie car une galerie a son public. Je voulais que ce soit dans la rue pour que tout le monde puisse y accéder et être interpellé, explique Reine Mahfouz, artiste créatrice de l'exposition. L'idée générale était de retracer le parcours du disparu, bien que derrière chaque disparition il y ait une histoire différente. »

« La première vitrine présente les photos d'identité de ces disparus, formant le chiffre 17 000 ; la deuxième, des photos de machines de construction. Leur symbolique : démolir, construire une société, mais aussi creuser des fosses communes. Enfin, la troisième et dernière est l'aboutissement, ce qui peut rester aux familles : des habits, des objets, des souvenirs », précise-t-elle. Une exposition ouverte sur l'extérieur, qui suscite la curiosité du passant et l'invite à entrer. À l'intérieur, des informations et une vidéo. Une façon de porter la question des disparus de la guerre sur la place publique. « Je ne connaissais pas avant d'entrer », confesse Zelfa Soufan, étudiante.

Act for Disappeared a été créée pour soutenir les familles de disparus. L'ONG veut interpellier la société en se concentrant davantage sur les jeunes. « La nouvelle génération est peu consciente de ce qui s'est passé pendant la guerre. Il y a une politique de l'oubli, un manque de débat public. Même au sein des familles, il est parfois dur d'en parler », explique Justine Di Mayo, présidente de l'association. L'événement s'inscrit dans le projet d'« histoire orale » créé par l'association. Il veut amener les jeunes à interroger leur passé, ceux de leur famille et surtout de leur pays. Comment ? En allant interviewer des proches de disparus. « Un projet pas facile car beaucoup ont perdu espoir et souffrent en silence ». Justine Di Mayo poursuit : « Le sujet est devenu tabou au sein de notre société. Ce qui nous intéresse, c'est d'inciter au dialogue intergénérationnel. »

Le devoir de mémoire devrait faire partie des questions prioritaires de la politique libanaise. Des initiatives timides en faveur des disparus commencent à prendre forme. L'exposition « 17 000 », et plus largement le projet d'« histoire orale », implique et pose la jeune génération en acteur. Plus qu'une exposition, « 17 000 » est une campagne de sensibilisation.